



Le DPM plaide pour offrir de nouvelles opportunités aux enfants des refuges

Page 4



Page 3

Le Haut Commissaire australien discute des partenariats éducatifs avec le Premier ministre Ramgoolam

Mme Kalawti Ramnawaj fête ses 100 ans



Page 3

Les gagnants de la 11e édition de Science Quest ont reçu des prix en argent



Page 3



Page 4

L'atelier MRA-US renforce les capacités de renseignement et d'enquête

FOOTBALL

Nuit de violence et de pillage à Paris après la victoire du PSG



Un mort, 780 interpellations dont 277 à Paris 57 policiers blessés dans des affrontements

Page 8

France

Le philosophe et sociologue Edgar Morin est décédé à l'âge de 104 ans

Le sociologue et philosophe Edgar Morin est décédé vendredi 29 mai 2026 à l'âge de 104 ans, a annoncé sa famille à France Inter.

Philosophe, sociologue, ancien résistant, membre du PCF et intellectuel engagé, Edgar Morin – de son vrai nom David Salomon Nahoum – est décédé vendredi 29 mai 2026 à l'âge de 104 ans, a annoncé sa famille par communiqué à la radio France Inter.

Figure majeure de la vie intellectuelle française et géant de la pensée, marqué politiquement à gauche, il était l'auteur d'une œuvre très diverse, connue bien au-delà de la France, à contre-courant de la sociologie traditionnelle se présentant comme une réflexion sur l'Homme à partir des données de la science.

Une approche pluridisciplinaire de la science

« Jusqu'à ses derniers jours, Edgar Morin est demeuré attentif au monde, aux autres, et aux grands enjeux humains qui ont nourri sa pensée, a indiqué son épouse, Sabah Abouessalam Morin, dans un communiqué transmis à l'AFP. Aujourd'hui, le vide qu'il laisse est immense. Mais son courage, sa fidélité aux êtres et aux idées, son exigence morale et son espérance continuent de nous accom-



pagner. »

L'originalité de ce juif laïque, qui se percevait comme un « braconnier du savoir », a été de refuser la parcellisation de la connaissance, au profit d'une vision culturelle et scientifique pluridisciplinaire. À la fois historien, philosophe et scientifique, il a tenté de briser les frontières entre les disciplines. On l'appelait « le penseur planétaire » car il a visé, à travers le concept de « pensée complexe », à « relier ce qui, dans notre perception habituelle, ne l'est pas », à identifier « ce qui nous unit comme êtres humains ».

« L'humanisme fait personne », pour Emmanuel Macron

À l'annonce de la mort d'Edgar Morin samedi, Emmanuel Macron a rendu hommage au « soldat de la Résistance, militant et affranchi, écrivain et penseur du siècle, défenseur de la nature et des peuples », qui était « l'humanisme fait personne ». « Avec sa bienveillance, sa curiosité, il ne cessait de nous éclairer. Pensée complexe, vie féconde, esprit universel. J'adresse à ses proches les condoléances de la Nation », a écrit sur le réseau X le chef de l'État.

Pour son prédécesseur à l'Élysée François Hollande, Edgar Morin « aura traversé le siècle en l'éclairant ». « Il a cherché toute sa vie où allait l'humanité en lui donnant les clés de la compréhension de son évolution », a déclaré l'ancien président socialiste, sur ses réseaux sociaux.

Autre figure politique qui a salué la mémoire du penseur français, le leader de la France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, a lui souligné l'engagement d'Edgar Morin auprès des Palestiniens. Ce dernier avait « pris sa part dans la protestation contre le massacre des Palestiniens à Gaza », a déclaré le candidat de la gauche radicale à la présidentielle.

Un policier tue un homme qui le menaçait avec un couteau

La police avait été appelée pour un différend entre voisins. Alors qu'un homme, armé de couteaux, fonçait vers trois policiers, l'un d'entre eux a tiré, le touchant à l'abdomen, selon la Préfecture de police de Paris.

Un homme, armé de deux couteaux et se montrant menaçant, a été tué par un policier samedi 30 mai à Bobigny, a fait savoir la Préfecture de police de Paris (PP).

L'homme aurait blessé deux de ses voisins et un des policiers présents lors de l'intervention a été contraint de « faire usage de son arme administrative, l'atteignant à l'abdomen », a détaillé la PP.

Les policiers avaient été appelés pour un différend entre voisins. Arrivés sur place, ils se sont retrouvés face à un homme menaçant, armé de deux couteaux. Alors qu'il fonçait vers les trois policiers, l'un d'entre eux a tiré, touchant cet homme à l'abdomen, selon la PP. Malgré l'intervention du SAMU, il est mort de ses blessures.

Embouteillage sur Everest

En moins de dix heures, il a gravi près de 3.500 mètres, du jamais-vu. L'alpiniste américain Tyler Andrews a battu ce jeudi 28 mai le record de l'ascension la plus rapide de l'Everest avec l'aide d'oxygène, entre le camp de base et le sommet, situé à près de 8.500 mètres d'altitude. Cette performance vient clore une saison déjà inédite pour la montagne de la chaîne himalayenne, marquée par une affluence sans précédent d'alpinistes(nouvelle fenêtre), et qui doit prendre fin dans quelques jours.

Depuis le début du printemps, plus de 950 grimpeurs ont ainsi atteint le "toit du monde" depuis le versant népalais, un record "historique", s'est félicité mercredi 27 mai lors d'une conférence Khim Lal Gautam, un représentant du gouvernement. "D'ici jeudi, leur nombre pourrait franchir le cap des 1.000", a aussi anticipé le responsable, lui-même alpiniste, auprès de l'AFP. Sur la seule journée du 21 mai dernier, quelque 275 alpinistes ont gravi le sommet par ce versant népalais, une première. Une autre voie, par la face nord située au Tibet, a quant

à elle été fermée par la Chine cette année.

"L'expédition m'a semblé un peu bondée" : des files d'attente au sommet

Les chiffres définitifs officiels ne seront confirmés qu'à la fin de la saison, après vérification des preuves des ascensions, mais la situation est d'ores et déjà inédite. Le précédent record remontait à 2019 : 872 alpinistes avaient atteint le sommet en une seule saison(nouvelle fenêtre).

Cette année, le Népal a même délivré 494 permis d'ascension, du jamais vu, et un village de tentes a été improvisé au pied de la montagne, pour héberger à la fois alpinistes et sherpas. Sur des images tournées sur place, à retrouver dans le reportage du 13H de TF1 en tête d'article, on devine ainsi une file indienne interminable de centaines de grimpeurs(nouvelle fenêtre), serpentant sur le massif enneigé. Certaines vidéos montrent même certains d'entre eux immobilisés et agglutinés les uns aux autres, obligés d'attendre pour pouvoir progresser.

Selon les spécialistes, ce pic de fréquentation est notamment lié aux conditions météorologiques favorables. Si les autorités se sont félicitées de ces niveaux d'affluence, ils suscitent aussi des interrogations et des critiques, y compris parmi les alpinistes népalais. Surnommé l'"Homme de l'Everest", Kami Rita Sherpa a décroché un nouveau record dimanche, en gravissant le sommet pour la 32e fois.

"L'expédition m'a semblé un peu bondée cette fois. Il y a davantage de grimpeurs que l'année dernière", a-t-il constaté à son retour. "Le gouvernement devrait réglementer cela. Ils ne devraient autoriser

que des alpinistes de qualité... Il devrait y avoir une limite", a aussi glissé le grimpeur, cité par l'AFP.

Encourager ou réguler le tourisme ? Le Népal pris en "tension"

Cette surfréquentation augmente aussi les risques, l'ascension restant très dangereuse(nouvelle fenêtre), même si les progrès technologiques et logistiques offrent aujourd'hui une meilleure sécurité. Cinq personnes sont mortes depuis le début de la saison, deux alpinistes indiens et trois grimpeurs népalais. Des chiffres toutefois nettement en deçà de la saison 2023, la plus meurtrière, avec 18 morts dans ces expéditions.

La multiplication des ascensions entraîne aussi de vrais problèmes environnementaux : par endroits, la montagne a été transformée en vraie décharge à ciel ouvert(nouvelle fenêtre), entre détritiques, sachets plastiques, boîtes de conserve vides... Jusqu'en 2024, le massif était même recouvert par endroits d'excréments de grimpeurs, qui sont depuis obligés de redescendre leurs déjections avec eux, sur décision des autorités népalaises.

Ces dernières ont toutefois du mal à réguler cette surfréquentation, face aux retombées économiques d'un tel succès touristique. Elles continuent de leur côté d'encourager les alpinistes à venir tenter l'expédition. "C'est difficile pour le Népal : cela reste un pays en voie de développement, mais ils sont pris avec cette tension", constate dans le 13H Stéphane Benoist, conseiller technique national pour l'alpinisme, au sein de la Fédération française des clubs alpins et de montagne (FFCAM). Cette affluence "nourrit toute l'économie de la vallée et plus largement", observe-t-il.

Le Socialiste
 Un Quotidien d'information, libre et indépendant
Directeur-Rédacteur en chef: Védi Ballah
 2ème étage, Cubic Court,
 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
 Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003
E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info
Facebook: Lesocialiste.info

Les gagnants de la 11e édition de Science Quest ont reçu des prix en argent

Les lauréats de la 11e édition de Science Quest, un concours national fondé sur des projets scientifiques visant à donner aux élèves du secondaire de l'île Maurice les moyens d'appliquer leurs connaissances scientifiques à des problèmes concrets, ont été annoncés lors d'une cérémonie organisée au Complexe sportif national de la Côte d'Or, en présence du ministre de l'Éducation et des Ressources humaines, le Dr Mahend Gungapersad.

L'initiative est organisée par le Centre scientifique Rajiv Gandhi (RGSC) et soutenue par la Mauritius Commercial Bank Ltd. Dans ce contexte, un total de 86 projets innovants développés par plus de 300 élèves et 80 enseignants de 47 écoles de l'île sont présentés du 26 au 27 mai 2026. Les étudiants exposent des prototypes, des modèles et des affiches sur des sujets tels que : la science des serres, les plateformes de surveillance des inondations, le dessalement solaire de l'eau de mer, les systèmes de production d'énergie alternative.

Dans son allocution lors de la cérémonie de remise des prix, le ministre Gungapersad a décrit Science Quest comme un tremplin permettant aux étudiants de développer leurs compétences et d'appliquer leurs compétences à des situations réelles. Selon lui, les étudiants ont de nombreuses idées novatrices, mais ils ont besoin de plateformes et d'occasions appropriées, ce que le RGSC contribue à offrir dans le cadre de l'initiative Science Quest.

Le ministre a également souligné l'importance de la réflexion nationale et du renforcement des partenariats

Mme Kalawti Ramnawaj fête ses 100 ans

Mme Kalawti Ramnawaj a fêté son centenaire le 28 mai 2026 lors d'une cérémonie officielle organisée dans sa résidence de Clairfonds, Vacoas, en présence de la maire adjointe du Conseil municipal de Vacoas/Phoenix, Mme Christelle Legrand, ainsi que de sa famille et de ses amis.

Pour honorer le centenaire, le ministère de l'Intégration sociale, de la sécurité sociale et de la solidarité nationale a remis à Mme Ramnawaj un bouquet, une médaille du centenaire, un certificat et un chèque de 26 203 roupies. Elle a également reçu un chèque de 10 000 roupies du Fonds national de solidarité ainsi que des cadeaux comprenant un bouclier, un torchon, une serviette de toilette et une carte d'anniversaire du Conseil des personnes âgées.

Née à Bonne Terre, Vacoas, le 28 mai 1926, Mme Ramnawaj n'a jamais fréquenté l'école. À l'âge de 20 ans, elle se marie avec M. Deeno Bassodeho et s'installe à Clairfonds. Après le décès de son mari à l'âge de 47 ans, elle a travaillé comme femme de chambre pour subvenir aux besoins de son foyer et élever ses enfants.

De leur union, 10 enfants sont nés. Mme Ramnawaj est aujourd'hui entourée d'une famille nombreuse composée de 15 petits-enfants, 10 arrière-petits-enfants et trois arrière-arrière-petits-enfants.

La centenaire aime la nourriture végétarienne et est connue pour son style de vie simple et discipliné. Tout au long de sa vie, elle est restée dévouée aux responsabilités familiales et a participé activement aux prières familiales et aux rassemblements sociaux. Elle entretenait également des relations étroites avec les membres de sa famille et ses voisins.

Mme Ramnawaj reste en relativement bonne santé et est capable de marcher sans assistance et a toujours une bonne vue, bien qu'elle souffre de déficience auditive. Elle attribue sa longévité au travail acharné, à un mode de vie hygiénique, à une foi inébranlable en Dieu et à l'amour et aux soins prodigués par ses enfants.



public-privé pour faire progresser l'éducation et l'innovation. Il a souligné l'importance des compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) pour aider les étudiants à renforcer leurs capacités de pensée critique et à développer des solutions pratiques aux défis émergents. Il a cité l'utilisation de la science et de l'intelligence artificielle pour moderniser le secteur agricole comme un exemple d'innovation visant à réduire les importations et à maximiser la production locale.

En outre, le Dr Gungapersad a encouragé les étudiants à rester engagés dans leurs études et à défendre leurs valeurs, leur travail acharné et leur comportement humain afin de lutter contre les problèmes sociaux tels que la toxicomanie et l'intimidation.

Également présent à la cérémonie, le directeur du RGSC, le Dr Aman Kumar Maulloo, a souligné l'importance de promouvoir l'éducation STIM parallèlement à la pensée critique et à la créativité. Il a noté que plusieurs initiatives, à savoir DebaKlima et la Semaine de la science, sont organisées pour développer davantage les talents et les compétences des étudiants à l'appui du développement durable. Il a également appelé à une plus grande participation des étudiants aux concours visant à promouvoir la science et la technologie.

Les lauréats ont été récompensés dans trois catégories en fonction des niveaux scolaires. Chaque équipe gagnante a reçu un prix en argent ainsi qu'un bouclier commémoratif. Les équipes lauréates de l'or ont reçu 25 000 roupies et un bouclier, tandis que les équipes lauréates de l'argent ont reçu 20 000 roupies et un bouclier.

Les lauréats du prix de bronze ont reçu 12 000 roupies et un bouclier. Les récipiendaires du Prix du mérite et les enseignants superviseurs ont également reçu des prix en argent.

Dans la catégorie 1 (7e à 9e année), le prix Or a été décerné au Collège Notre Dame Curepipe pour le projet The Great Metal Escape Featuring Algae : A Natural Solution to Metal Pollution. Le lycée de Reet a reçu le prix d'argent pour Waste to Watts : A Hybrid Bioenergy System, tandis que le Patten College a obtenu le prix de bronze pour la construction d'un transformateur biodégradable avec des fibres de noix de coco à partir de modèles 3D.

Dans la catégorie 2 (de la 10e à la 11e année), l'école secondaire Mahatma Gandhi a remporté la médaille d'or pour le projet The Ionic Engine. L'Adventist College a obtenu le prix Argent pour Algae Biodiesel : A Sustainable Alternative Green Energy, tandis que le Royal College de Port Louis a reçu le prix Bronze pour l'atténuation par sorption de la toxicité allélopathique des sols à l'aide de biocharbon dérivé de Psidium cattleianum et de Chromolaena odorata : implications pour la restauration et l'agriculture durable à Maurice.

Enfin, en catégorie 3 (12e à 13e année), le prix Or a été remis au Collège du Saint-Esprit pour son projet Sentinelle d'amélioration de la motilité des personnes âgées. L'Imperial College a reçu l'argent pour Smart Grid System et l'école secondaire d'État Sir Leckraz Telock a remporté le prix de bronze pour Sign Gesture Motion Assistant

Le Haut Commissaire australien discute des partenariats éducatifs avec le Premier ministre Ramgoolam

Les partenariats en matière d'éducation entre Maurice et l'Australie ont été le principal sujet des discussions lors d'une visite de courtoisie du Haut Commissaire de l'Australie à la République de Maurice, Mme Kate Chamley, au sujet du Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, au nouveau bâtiment du Trésor à Port Louis.

Le Haut Commissaire australien était accompagné, entre autres, du Chancelier de l'Université Curtin de Perth (Australie), M. David Lock; de la Vice-Chancelière, Mme Harlene Hayne; et du Directeur général d'Eclasia Group, M. Cedric de Speville.

Dans une déclaration, le Haut Commissaire Chamley a souligné que Maurice et l'Australie entretenaient des relations chaleureuses, en particulier dans le secteur de l'éducation. Elle a rappelé que l'éducation australienne est présente à tous les niveaux du système mauricien, allant de l'enseignement primaire et secondaire avec le Groupe de Dukesbridge aux partenariats du secteur professionnel entre Charles Telfair Education et les fournisseurs d'enseignement et de formation techniques et professionnels en Australie occidentale, ainsi qu'à l'Université Curtin.

La réunion, a-t-elle déclaré, a été l'occasion d'informer le Premier ministre Ramgoolam de l'excellent travail résultant de 25 ans de partenariat



entre Charles Telfair Education et l'Université Curtin, en plus de discuter des futurs partenariats à Maurice. Elle a fait remarquer que de nouveaux cours sont également disponibles en ligne et a assuré que le Haut-Commissariat australien fera de son mieux pour permettre aux étudiants mauriciens de continuer à bénéficier d'une éducation de qualité.

Quant à Mme Hayne, elle a souligné que la délégation avait pu faire part de ses aspirations pour l'avenir au Premier ministre et examiner les moyens par lesquels l'Australie pouvait continuer à intégrer l'éducation internationale dans l'économie mauricienne.

Le DPM plaide pour offrir de nouvelles opportunités aux enfants des refuges

La vice-Première ministre, ministre de l'Égalité des Genres et de la protection de la famille, Mme Marie Arianne Navarre-Marie, a lancé un appel à la population pour qu'elle accueille les enfants et les adolescents des foyers d'accueil, leur donnant une deuxième chance de s'épanouir dans une famille sûre et heureuse.

Elle s'exprimait lors d'une cérémonie organisée par le ministère de l'Égalité des Genres et de la Protection de la famille pour marquer la Journée mondiale du placement familial, le samedi 30 mai 2026, à Phoenix.

Un groupe de soutien par les pairs pour les parents d'accueil a également été organisé à cette occasion, dans le but de faire le point sur les défis auxquels ils sont confrontés et de discuter des moyens d'améliorer encore le programme de placement familial. La «Maison des soins et de l'affection», une création artistique représentant une famille heureuse dans la chaleur de sa maison, où chaque brique symbolise les liens des membres de la famille, a été dévoilée par le DPM.



Dans son discours d'ouverture, la DPM a souligné que la Journée mondiale du placement familial met en lumière le droit de chaque enfant de grandir dans un environnement sûr et aimant. Les familles d'accueil remplissent cette promesse en ouvrant leur cœur et leur foyer aux enfants vulnérables, en leur offrant de nouvelles possibilités de s'é-

panouir sous les soins et l'affection d'une famille de soutien, a-t-elle déclaré. Mme Navarre-Marie a déploré que trop d'enfants ne soient pas placés en famille d'accueil en raison de représentations médiatiques négatives qui alimentent des stéréotypes injustes. Tout en reconnaissant que certains enfants

présentent des comportements difficiles découlant de traumatismes passés, le Ministre a souligné que ces cas isolés ne devaient pas entraîner de punition collective pour tous les enfants vivant dans des refuges.

Elle a exprimé sa profonde fierté et sa reconnaissance aux familles qui accueillent des enfants placés dans leurs foyers, défiant les mentalités négatives et les préjugés entourant le placement en famille d'accueil dans la communauté mauricienne. Le DPM a indiqué que 129 enfants sont actuellement placés dans 99 familles d'accueil, ajoutant que 15 millions de roupies avaient été alloués au programme de placement familial dans le budget précédent.

La ministre a également souligné qu'à la suite de la Journée mondiale du placement familial de l'an dernier, le Ministère a pris des mesures pour rationaliser le placement en famille d'accueil et réviser les cadres juridiques. Elle a appelé le public à soutenir les efforts du Gouvernement pour améliorer la vie des enfants dans les refuges, en garantissant une société inclusive où ils peuvent construire un avenir prospère.

L'atelier MRA-US renforce les capacités de renseignement et d'enquête

Un atelier régional de cinq jours sur le thème «Construire des bases de renseignement et utiliser les sources humaines», organisé à l'initiative du Département de la justice des États-Unis et du Bureau fédéral d'enquête (FBI) pour renforcer les capacités de lutte contre la criminalité transnationale organisée, s'est achevé le 29 mai 2026 à la Douane de Mer Rouge, à Port Louis.



Accueilli par l'Autorité fiscale de Maurice (Mauritius Revenue Authority, MRA), l'atelier s'est tenu du 25 au 29 mai 2026 et a rassemblé des procureurs, des enquêteurs, des agents du renseignement et des analystes du gouvernement et des services répressifs de Maurice et des Seychelles. Les séances ont été animées par des experts du FBI.

L'atelier a été animé par des experts du FBI et, lors de la cérémonie de clôture, les directeurs de programme du FBI, M. Jeffrey D. Rees et Mme Anna Teczynska, ont souligné le rôle crucial des enquêtes fondées sur le renseigne-

ment, du partage d'informations et de la coopération régionale dans la lutte efficace contre la criminalité organisée.

S'exprimant à cette occasion, le Directeur général de l'ARM, M. Rohit Ramnawaz, a souligné l'importance de la formation continue et du renforcement des capacités pour améliorer l'efficacité institutionnelle et renforcer les réponses à l'évolution des menaces criminelles.

Il a remercié les organisations partenaires pour ces initiatives tout en ajoutant que d'autres sessions de formation seront organisées à l'avenir.

Le chargé d'affaires de l'ambassade des États-

Unis, M. Craig Halbmaier, a réaffirmé son engagement à poursuivre la coopération avec Maurice et à lutter contre la criminalité financière et les réseaux criminels transnationaux grâce à une collaboration soutenue et à des efforts de renforcement des capacités.

L'atelier s'est concentré sur l'identification et l'exploitation de multiples sources de renseignements pour appuyer les enquêtes et les poursuites criminelles. Les participants ont également participé à des exercices pratiques visant à renforcer les compétences en matière d'enquête et de poursuite et à promouvoir les meilleures pratiques pour le règlement des cas.

Maurice célèbre le nouveau centenaire, M. Dinnoo Seesungkur



M. Dinnoo Seesungkur, né le 30 mai 1926, a fêté hier ses 100 ans à Jay Villa, Roche Noires en présence du président de la République de Maurice, M. Dharambeer Gokhool, de députés, de membres de sa famille et de proches amis.

À cette occasion, le ministère de l'Intégration sociale, de la sécurité sociale et de la solidarité nationale a remis à M. Seesungkur un chèque de 26 203 roupies, un micro-ondes Midea, un bouquet de fleurs, la médaille du centenaire et un certificat. Le Fonds national de solidarité lui a également remis un chèque de 10 000 roupies, tandis que le Conseil des personnes âgées lui a remis un coffret cadeau.

Né à Plaine des Roches, M. Seesungkur n'a jamais fréquenté l'école. Il était marié civilement à Mme Sooraycomaree Rameessur et le couple vivait à la Plaine des Roches. Tout au long de sa vie professionnelle, il a exercé diverses professions. Pendant la saison de récolte de la

canne à sucre, il a travaillé comme tailleur et chargeur de canne, tandis que pendant la saison morte, il a été employé comme ouvrier au verger Bras d'Eau et dans des plantations de légumes. Il a également gagné sa vie en tant que vendeur de fruits et légumes avant de rejoindre plus tard la Central Water Authority en tant que travailleur contractuel.

Le centenaire a onze enfants, huit fils et trois filles : vingt-six petits-enfants et neuf arrière-petits-enfants.

M. Seesungkur est végétarien. Il jouit d'une bonne santé et part marcher le matin tous les jours. Il a une déficience auditive mais n'utilise pas d'appareils auditifs et bénéficie des visites mensuelles à domicile fournies par le Ministère.

Il attribue sa longévité à son travail acharné, à sa marche matinale quotidienne, à sa foi en Dieu, à son dévouement à aider les voisins dans le besoin et à l'amour et au soutien de sa famille.

Selon Trump**L'Iran promet de renoncer au nucléaire**

Dans une interview diffusée samedi sur Fox News, le président des États-Unis a affirmé avoir reçu la garantie que Téhéran ne se doterait pas de l'arme atomique, que ce soit en la fabriquant ou en l'achetant.

Donald Trump a affirmé que l'Iran s'était engagé à ne pas se doter de l'arme nucléaire, un des points de friction dans les négociations entre Washington et Téhéran pour mettre fin à leur guerre.

Alors que les deux pays semblaient, ces derniers jours, se rapprocher d'un accord, le New York Times a rapporté samedi que le président américain avait durci sa proposition et envoyé une nouvelle version du texte à Téhéran.

Le média américain n'a pas été en mesure de détailler les changements apportés par le président. Mais selon le site Axios, Donald Trump souhaite plus de fermeté dans la position de Washington sur plusieurs aspects qu'il considère personnellement comme importants, notamment le sort des matériaux nucléaires iraniens.

Dans une interview avec sa belle-file Lara Trump, enregistrée plus tôt cette semaine et diffusée samedi sur Fox News, le président a affirmé avoir reçu la garantie que Téhéran ne se doterait pas de l'arme atomique, que ce soit en la fabriquant ou en l'achetant.

"La seule garantie que je dois avoir, c'est qu'il n'y aura pas d'armes nucléaires. Ils ont accepté cela, et c'était très intéressant", a affirmé Donald Trump.

Donald Trump "n'est pas pressé"

"Ils avaient d'abord dit 'nous ne développerons pas d'arme nucléaire. J'ai dit 'bon, que se passerait-il si vous achetiez une arme nucléaire?'. Maintenant, ils disent 'nous ne développerons pas, et n'achèterons d'aucune manière une arme'", a-t-il poursuivi.

"Je ne suis pas pressé", a affirmé le milliardaire républicain. "Lentement mais sûrement, je crois que nous obtenons ce que nous voulons. Et si nous n'obtenons pas ce que nous voulons, les choses finiront autrement", a-t-il ajouté.

Samedi, le ministre américain de la Défense, Pete Hegseth, avait affirmé que les États-Unis étaient "plus que capables" de repartir en guerre contre l'Iran en cas d'échec des pourparlers.

La question nucléaire est l'un des principaux points de friction entre les États-Unis et l'Iran dans ces négociations pour mettre fin à la guerre, déclenchée le 28 février par l'offensive israélo-américaine contre la République islamique.

Les États-Unis et Israël accusent Téhéran de vouloir se doter de l'arme atomique, ce qu'il réfute. L'Iran insiste jusqu'à présent pour aborder le dossier nucléaire ultérieurement, après la signature du protocole d'accord actuellement en discussion.

Téhéran demande le déblocage de milliards de dollars d'avares gelés

L'autre grand point de litige est le détroit d'Ormuz, passage stratégique pour le commerce mondial d'hydrocarbures, quasiment verrouillé par l'Iran depuis le début de la guerre. Les États-Unis imposent pour leur part un blocus des ports iraniens. Washington a affirmé son opposition au maintien d'un contrôle iranien sur ce passage maritime.

Le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a affirmé samedi avoir mis à l'arrêt un cargo naviguant sous pavillon gambien et tentant de rejoindre un port iranien, à l'aide d'un missile tiré sur sa salle des machines. Et selon des contacts de marins iraniens cités par l'agence de presse Tasnim, les États-Unis continuent d'empêcher les navires commerciaux iraniens de circuler.

Les Gardiens de la révolution, armée idéologique de la République islamique, ont affirmé dimanche avoir abattu un drone américain MQ1 qui s'apprêtait, selon eux, à pénétrer dans les eaux territoriales iraniennes pour y mener des "opérations hostiles". L'armée américaine n'a pas réagi dans un premier temps.

Parmi ses demandes à Washington, Téhéran demande le déblocage de milliards de dollars d'avares iraniens gelés par les États-Unis. La télévision iranienne d'Etat a affirmé samedi, en invoquant une transcription non officielle du texte, que le protocole d'accord discuté prévoit le déblocage sous 60 jours de 12 milliards de dollars.

L'Iran réclame aussi la fin des combats au Liban où s'affrontent depuis le 2 mars son allié, le Hezbollah, et Israël, malgré une trêve en vigueur depuis le 17 avril, mais non respectée.

Ebola**Le patron de l'OMS au Congo**

Le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en RDC depuis jeudi, a atterri à l'aéroport international de Bunia, fermé aux vols commerciaux en raison de l'épidémie, a constaté un journaliste de l'AFP.

« Nous sommes là, à vos côtés, et nous surmonterons cette situation ensemble », a-t-il déclaré à l'adresse des habitants de l'Ituri, au cours d'une conférence de presse dans l'après-midi.

« Nous ne sommes pas ici pour dicter ou dire aux gens ce qu'ils doivent faire. Nous sommes ici pour écouter tous les membres de la communauté, parce que la communauté connaît les problèmes ainsi que les solutions », a-t-il ajouté.

La RDC, pays parmi les plus pauvres au monde, a déclaré le 15 mai une nouvelle épidémie frappant son immense territoire de plus de 100 millions d'habitants. L'OMS a déclenché une alerte sanitaire internationale.

Le virus à l'origine de la maladie Ebola, qui provoque une fièvre hémorragique extrêmement meurtrière, a déjà été détecté dans trois provinces congolaises ainsi qu'en Ouganda voisin, où deux nouveaux cas ont été confirmés vendredi, portant à neuf le nombre de cas confirmés recensés dans ce pays d'Afrique de l'Est.

En RDC, 246 décès sur plus de 1000 cas suspects ont été enregistrés, selon un bilan jeudi de l'Africa CDC, l'agence sanitaire de l'Union africaine (UA).

« Désinformation »

La province de l'Ituri compte une large majorité des cas confirmés en RDC, selon l'OMS.

Les services de l'État y sont largement absents dans les zones rurales, et la présence de groupes armés qui massacrent régulièrement des civils y rend l'accès difficile.

Des incidents ont également éclaté dans des centres de traitement des malades d'Ebola en Ituri.

« Un des défis qui rendent cette réponse complexe, c'est qu'il y a de la méfiance dans la communauté. Il y a des informations erronées et de la désinformation », a estimé samedi M. Tedros.

Par ailleurs, des millions de déplacés ayant fui les conflits s'entassent dans des camps dans l'est de la RDC. L'arrivée du virus dans ces espaces miséreux où la promiscuité règne et où les conditions d'hygiène sont désastreuses serait catastrophique.

Les autorités sanitaires internationales estiment que l'ampleur de l'épidémie n'est encore pas connue et que les bilans sont probablement sous-estimés, principalement en raison de la faible capacité de la RDC à mener des tests en laboratoire pour confirmer les cas de transmission.

« Jamais une épidémie de maladie Ebola n'avait enregistré autant de cas dans les premiers jours de sa déclaration », s'est inquiété samedi Alan Gonzalez, directeur adjoint des opérations de l'ONG Médecins sans frontières (MSF), dans un communiqué.

« Besoin de soutien »

« Le nombre d'organisations médicales expertes déployées sur le terrain reste encore largement insuffisant, et le niveau de soutien actuellement apporté – y compris le nôtre – est très en deçà des besoins », a-t-il ajouté.

« Il existe dans ce pays une expérience solide » et « nous pouvons mettre fin à cette épidémie », a cherché à rassurer samedi M. Tedros, ajoutant qu'il y avait « besoin de davantage de soutien ».

Lutte contre les polluants éternels en France**L'Etat attaqué en justice pour inaction**

Trois associations environnementales et plusieurs particuliers ont saisi le tribunal administratif de Paris pour dénoncer l'inaction de l'Etat face à la prolifération des PFAS, des polluants industriels suspectés d'avoir de graves effets sur la santé. Ils font notamment valoir les nombreux rapports publiés depuis une quinzaine d'années par des organismes publics pour alerter sur la situation de l'Hexagone.

Trois associations ont déposé plainte mercredi 20 mai contre l'Etat français, qu'elles accusent de « carence fautive » face à la contamination aux « polluants éternels » ou PFAS. Devant le tribunal administratif de Paris, elles reprochent à l'Etat de ne pas avoir mis en place les actions nécessaires à la prévention et à la dépollution, alors que différentes instances tirent le signal d'alarme depuis de nombreuses années et que les effets sur la santé de ces particules toxiques soulèvent des inquiétudes grandissantes.

« Nous demandons au tribunal administratif de Paris qu'il enjoigne à l'Etat de faire cesser le plus rapidement possible tous les rejets de PFAS dans l'environnement et qu'il mette dès aujourd'hui en place les dispositifs pollueur-payeur pour couvrir les coûts environnementaux et sanitaires titanesques de cette pollution », écrivent dans un communiqué commun les associations Générations Futures, Notre Affaire à Tous et Bloom. Six particuliers, la plupart résidents dans le Grand Est, un territoire particulièrement exposé aux PFAS, font également partie des plaignants.

Cette saisine n'est pas sans rappeler celle qu'avait initiée l'association Notre affaire à tous en 2019, pour faire reconnaître l'inaction de l'Etat face au changement climatique. Celui-ci avait finalement été condamné pour « préjudice écologique » un an plus tard. Cette fois, ce sont des manquements systématiques face à la prolifération des PFAS qui sont visés, alors

que la loi soumet l'Etat à tout un spectre d'obligations en matière sanitaire et environnementale. Les plaignants espèrent une première décision d'ici fin 2027, mais leur démarche vise aussi à sensibiliser l'opinion publique sur un sujet encore mal connu.

Conséquences sanitaires

Utilisées depuis les années 1950 pour leurs propriétés antiadhésives et imperméables, (Téflon, emballages, textiles, peintures), les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées regroupent plusieurs milliers de molécules différentes. Elles sont qualifiées de « polluants éternels » car elles s'accumulent dans les sols et l'eau, où elles peuvent mettre des dizaines d'années, voire des siècles à se dégrader. Elles sont notamment suspectées de provoquer des atteintes hépatiques et des troubles hormonaux, qui pourraient aggraver, voire déclencher certains cancers.

Sur son site, le ministère de la Santé rappelle que « si une exposition chronique de longue durée à certains PFAS peut être associée à des effets sur la santé », leur gravité n'est pas clairement établie par les études scientifiques actuellement disponibles. Toutefois, au moins « trois effets potentiels » disposent d'un niveau de preuve suffisant : un affaiblissement du système immunitaire, une augmentation des taux de cholestérol et une diminution du poids à la naissance pour les cas d'exposition maternelle.

Depuis un an, le cadre légal a durci le ton. Une proposition de loi portée par les écologistes, adoptée en février 2025 par le Parlement, interdit désormais l'usage des PFAS dans plusieurs secteurs industriels. En janvier dernier, la mesure des PFAS dans les contrôles sanitaires de l'eau potable est devenue obligatoire, cette disposition faisant suite à une directive européenne de 2020. Avant cette date, les contrôles, plus sporadiques, se limitaient aux zones de pollution déjà suspectées.

La Malaisie rejoint la vague mondiale de restrictions des réseaux sociaux pour les mineurs

La Malaisie va obliger les principaux réseaux sociaux à vérifier l'âge des utilisateurs et interdire aux moins de 16 ans de créer des comptes, en vertu de nouvelles règles entrées en vigueur lundi, emboitant le pas à d'autres pays sur cette question.

Ces obligations s'appliquent aux plateformes comptant au moins huit millions d'utilisateurs dans ce pays d'Asie du Sud-Est, dont Facebook, Instagram, TikTok et YouTube.

Les entreprises bénéficieront d'une période de grâce pour mettre en oeuvre ces mesures, a indiqué l'autorité de régulation des communications, sans en préciser la durée. Le pays est le dernier en date à tenter de restreindre l'accès des jeunes aux réseaux sociaux, alors que l'inquiétude progresse quant à leurs effets négatifs sur le bien-être des enfants.

L'Australie est devenue en décembre le premier pays à exiger de TikTok, YouTube, Snapchat et d'autres grands sites qu'ils suppriment les comptes détenus par des moins de 16 ans, sous peine de lourdes amendes.

Elle a été imitée ensuite par l'Indonésie en mars, tandis qu'en France, un projet de loi visant à interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans a été adopté par le Sénat.

Le parlement turc a approuvé en avril une loi similaire, et certains autres pays européens, dont la Norvège, la Grèce, l'Espagne et le Danemark, ont indiqué qu'ils introduiraient

des restrictions similaires.

- Insuffisance -

Mais trois mois après l'entrée en vigueur de ses lois inédites, l'Australie a constaté qu'une "proportion substantielle d'enfants australiens" continuait à utiliser les plateformes interdites.

Et l'ONU a alerté la semaine dernière sur les insuffisances des restrictions d'âge votées dans plusieurs pays, appelant à des mesures plus fermes des États comme des entreprises.

En Malaisie, les plateformes sont tenues à compter de lundi de mettre en place des "mesures de vérification de l'âge", notamment des contrôles à partir de documents officiels tels que les cartes d'identité ou les passeports.

Les réglementations exigent également une "gouvernance des contenus renforcée" sur les réseaux sociaux, les plateformes devant "mettre en oeuvre des mesures proactives et systémiques pour atténuer les risques liés aux contenus nuisibles".

Ces règles sont assorties de sanctions financières pouvant atteindre 10 millions de ringgits malaisiens (2,16 millions d'euros) pour les entreprises concernées, a précisé la Commission malaisienne des communications et du multimédia.

Selon l'instance, ces mesures "ne visent pas à interdire aux enfants l'accès à internet ni à leur refuser l'accès à la tech-

nologie", mais à promouvoir un accès aux réseaux sociaux adapté à l'âge.

Cependant, des organisations ont exhorté la Malaisie à retirer cette "interdiction générale" des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans.

"Les enfants ne doivent pas être empêchés d'accéder au monde numérique, ils doivent pouvoir le faire en toute sécurité et d'une manière qui protège leurs droits", ont déclaré vendredi, dans un communiqué commun, l'organisation britannique de défense de la liberté d'expression Article 19 et d'autres groupes.

"L'interdiction générale proposée des réseaux sociaux ne s'attaque pas aux problèmes de fond liés aux modèles économiques et aux services des entreprises de réseaux sociaux", ont-ils ajouté.

Les Etats-Unis confirment avoir abattu un bateau dans le Pacifique attribué à des narco-trafiquants : trois morts

Le Commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes affirme que "le navire transitait le long de routes de narcotrafic connues dans l'est du Pacifique et participait à des opérations de narcotrafic".

L'armée américaine a mené, samedi 30 mai, une nouvelle frappe contre une supposée embarcation de trafiquants de drogue dans le Pacifique, tuant trois hommes, selon le Commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette attaque porte à plus de 200 le nombre total de personnes tuées depuis que l'administration de Donald Trump a lancé son offensive en septembre, selon un décompte de l'AFP.

Dans un message publié sur X, le Commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Southcom) a déclaré que "le navire transitait le long de routes de narcotrafic connues dans l'est du Pacifique et participait à des opérations de narcotrafic". "Trois narcoterroristes de sexe masculin ont été tués au cours de cette action", a-t-il ajouté.

Des images vidéo en noir et blanc accompagnant le message montraient le bateau immobile en pleine mer avant d'être englouti par une violente explosion. L'administration de Donald Trump n'a jamais fourni de preuve solide permettant d'affirmer que les navires visés étaient effectivement impliqués dans des trafics.

Des experts et des responsables de l'ONU ont dénoncé des exécutions extrajudiciaires. Un organe de surveillance interne au Pentagone va enquêter sur leur légalité, ont rapporté la semaine dernière des médias américains.

Laos

Grotte inondée : quatre autres personnes sauvées

Ce samedi, quatre hommes ont eux aussi pu être extraits de la grotte semi-submergée au Laos où ils étaient piégés depuis dix jours, ont annoncé les sauveteurs, après qu'une première personne a été secourue vendredi. Deux autres sont, elles, toujours portées disparues.

La page Facebook Thailand Rescue Diver a indiqué que les responsables des secours avaient pu «faire sortir quatre autres personnes piégées» vers 15h10 (08h10 GMT) samedi. «Le niveau de l'eau a été abaissé par pompage», a expliqué Lee Kian Lie, un plongeur secouriste malaisien à l'AFP, «ce qui leur a permis de sortir».

Les sept hommes ont été piégés dans une caverne située dans une zone montagneuse reculée de la province de Xaysomboun, au centre du pays, le 20 mai, date à laquelle des crues soudaines les ont isolés alors qu'ils cherchaient de l'or, selon les médias d'État. Les cinq hommes qui ont pu être secourus s'étaient regroupés dans un étroit boyau à environ 300 mètres de l'entrée de la grotte.

Les droits des travailleurs en recul dans le monde, alerte la Confédération syndicale internationale

Arrestations, violences, surveillance numérique... Les droits des travailleurs dans le monde se détériorent, alerte lundi 1er juin la Confédération syndicale internationale (CSI), y compris dans de "grandes démocraties", "signe que la crise est devenue systémique".

"Jadis considérés comme stables, des pays comme les États-Unis et la France contribuent désormais à une recrudescence mondiale de la répression, exposant l'attaque systémique portée à la démocratie et aux droits au travail", alerte l'organisation dans la treizième édition de son indice CSI des droits dans le monde.

Ainsi, "les États-Unis rejoignent la liste des pays à surveiller alors que les attaques portées aux libertés des travailleurs accélèrent l'érosion de la démocratie". En cause, "des restrictions de la négociation collective et le recours à la force contre les travailleurs".

Quant à la France, elle connaît "son plus mauvais classement, signe d'un déclin prolongé des droits des travailleurs, notamment caractérisé par une répression des militants syndicaux et des restrictions imposées aux manifestations".

"Un coup d'État des milliardaires, soutenu par des dirigeants politiques" dénoncé

De façon générale, le nombre de pays qui refusent aux travailleurs l'accès à la justice, les placent en détention ou recourent à la violence, aux atteintes à la liberté d'expression ou de réunion, est en hausse dans le monde, selon cette enquête.

"L'édition 2026 de l'indice CSI des droits dans le monde révèle que la crise des droits des travailleurs ne se limite plus à quelques cas marginaux – elle est désormais au cœur même des démocraties", a commenté Luc Triangle, secrétaire général de la CSI.

Il dénonce ainsi "une attaque coordonnée contre la démocratie – un coup d'État des milliardaires, soutenu par des dirigeants politiques ; les travailleurs sont dépouillés de leurs droits et réduits au silence, et les économies sont manipulées au profit d'une poignée de puissants".

La CSI fait état de "trois tendances structurelles" : des dirigeants syndicaux de premier plan "pris pour cibles", victimes d'arrestations, de violences ou de poursuites en justice ; la surveillance numérique qui permet de "contrôler et

de mettre au pas le personnel, de faire taire les travailleurs et d'empêcher la mobilisation syndicale" ; et les gouvernements qui "écartent les syndicats et les consultent de moins en moins" lors de l'introduction de nouvelles lois sur le travail ou de réformes de la législation du travail.

L'Argentine, l'un des "pires pays au monde pour les travailleurs"

La CSI, qui réalise cette étude depuis 2014, classe 151 pays sur la base de 97 indicateurs s'appuyant sur des conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et sa jurisprudence.

Les notes des pays européens et américains "ont atteint leur pire niveau depuis la première édition de l'indice en 2014, signe que la crise est devenue systémique". Par ailleurs, "la montée de l'extrême droite en Europe se traduit de plus en plus par de l'hostilité envers les syndicats et leurs membres".

Parmi les autres pays dont la situation se dégrade figure l'Argentine, désormais parmi les "pires pays au monde pour les travailleurs, après une chute spectaculaire de son classement (...) en seulement deux ans – l'une des baisses les plus marquées jamais enregistrées dans l'indice".

Au pouvoir depuis fin 2023, le président ultralibéral argentin Javier Milei a notamment engagé un "protocole" de lutte contre le "désordre absolu" des manifestations avec blocage de routes, en augmentant les pouvoirs des forces de l'ordre et s'engageant à faire "payer les organisateurs".

Selon la CSI, "l'attaque que mène Milei contre les droits et les protections des travailleurs a provoqué un recul des droits au travail qui fait écho à certains des chapitres les plus sombres de l'histoire du pays", allusion à la dictature militaire des années 1970.

Le Panama fait lui aussi son entrée dans la liste des dix pires pays au monde pour les droits des travailleurs et des travailleuses, aux côtés de la Biélorussie, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Eswatini, de la Birmanie, du Nigeria, de la Tunisie et de la Turquie.

Huit pays figurent en revanche parmi les "bons élèves", où le CSI n'a observé que des "violations sporadiques des droits" syndicaux, tous en Europe (Allemagne, Danemark, Islande...), hormis l'Uruguay.

Antony Gordon de Newcastle signe à Barcelone

Le FC Barcelone démarre ce mercato tambour battant. Alors que la saison vient à peine de se terminer en Espagne et que les regards se tournent vers la finale de Ligue des Champions et surtout la Coupe du Monde, les Culés viennent d'annoncer la signature de leur toute première recrue de cet été. On ne s'y attendait pas forcément car les rumeurs n'ont que quelques jours. Il s'agit d'Anthony Gordon. Il débarque en provenance de Newcastle.

«L'ailier anglais signe jusqu'en 2031 après avoir marqué les esprits en Europe lors de son passage à Newcastle United. Le FC Barcelone et Newcastle United ont trouvé un accord pour qu'Anthony Gordon devienne un Blaugrana pour les cinq prochaines saisons. Il rejoint le club après avoir terminé meilleur buteur de Newcastle United la saison dernière et avoir été le joueur ayant réalisé le plus de dribbles. Gordon a impressionné lors de ses trois apparitions contre le Barça la saison dernière en Ligue des Champions. Et il revêt enfin le maillot du Barça. Ce sera après la Coupe du Monde, ce qui lui offre une nouvelle occasion de prouver sa maturité en tant que joueur ambitieux», informe le communiqué du Barça. L'ailier de 25 ans a paraphé un contrat de 5 saisons avec le champion d'Espagne en titre.

Un transfert à 70 M€

Tout est allé très vite dans ce dossier. L'international anglais est arrivé en Catalogne ce jeudi pour passer sa visite médicale et compléter tous les éléments obligatoires à sa signature. Pour le convaincre, et surtout convaincre les Magpies, les Blaugranas ont déboursé pas moins de 70 M€, plus de 10 M€ de bonus. Peu de monde pensait que le club était en capacité de financer un tel mouvement après des années à devoir se serrer la ceinture.

Ce n'est sans doute pas fini. Hansi Flick et sa direction souhaitent également recruter un numéro 9 de premier plan pour remplacer le départ de Robert Lewandowski. Le nom de Julian Alvarez apparaît comme prioritaire, mais il faudra cette fois monter une opération autrement plus onéreuse. On parle de 150 M€ entre le transfert et le salaire. Gordon va lui vite revenir en Angleterre et retrouver sa sélection qui l'attend pour disputer la Coupe du Monde où il sera regardé de près.

Bernardo Silva quitte Manchester City pour Barcelone pour un contrat de deux ans

Le FC Barcelone franchit des étapes décisives dans son dossier de recrutement de longue date concernant Bernardo Silva, la star de Manchester City. Selon plusieurs sources, l'international portugais accepterait même une baisse de salaire pour s'assurer un transfert en Catalogne. Le milieu de terrain aurait décidé de mettre un terme à son aventure en Premier League et aurait placé le Camp Nou en tête de ses priorités, devant les autres prétendants européens.

Depuis plusieurs années, le nom de Silva revient régulièrement dans les rumeurs de transfert du FC Barcelone. Le président Joan Laporta et la direction sportive du club admirent depuis longtemps les qualités techniques du milieu de terrain et avaient déjà envisagé un recrutement lorsque Xavi était aux commandes. Cependant, le joueur de 31 ans avait finalement prolongé son contrat à l'Etihad Stadium à l'époque.

Selon Sport, la donne a changé trois ans plus tard : en quête d'un dernier défi majeur en Europe, Silva est aujourd'hui joueur libre et très convoité. Désireux de s'installer en Catalogne où une partie de sa famille réside déjà, le Portugais a chargé son agent, Jorge Mendes, de finaliser un accord avec les Blaugrana.

Enzo Maresca confirmé comme entraîneur à Manchester City

Manchester City négocie activement pour nommer Enzo Maresca au poste d'entraîneur, en remplacement de Pep Guardiola. Un accord définitif est attendu prochainement. Plusieurs membres clés du staff technique, dont Pep Lijnders et Kolo Touré, ont déjà annoncé leur départ de l'Etihad Stadium à l'issue de la saison. Le club se prépare ainsi à entamer une nouvelle ère, après un exercice 2023-2024 en demi-teinte.

Manchester City poursuit les négociations avec Maresca

Manchester City accélère ses démarches pour recruter un nouvel entraîneur. Selon Sky Sports, le club est en pourparlers avec Enzo Maresca cette semaine. Le technicien italien n'est pas un inconnu au sein du club, puisqu'il y a occupé le poste d'entraîneur adjoint lors de la saison 2022-2023. Il a ensuite pris les rênes de Leicester City, où il a dirigé 53 matches avec un bilan impressionnant de 36 victoires, quatre nuls et 13 défaites, avant de rejoindre Chelsea.

Il a quitté Londres dans un climat tendu en janvier, après 92 matches à la tête des Blues (55 victoires, 16 nuls, 21 défaites). Les derniers détails du contrat restent à finaliser, mais une décision est attendue prochainement. Une indemnité substantielle sera nécessaire pour conclure ce transfert.

Paul Merson approuve cette nomination

Alors que les négociations progressent, l'analyste de Sky



Sports Paul Merson affirme avec assurance que cette possible nomination à la fonction d'entraîneur est une évidence. Il déclare : « Je l'appréciais déjà à Chelsea. Je le considérais comme un bon coach. Il va revenir à Manchester City, où il a déjà travaillé et évolué en Premier League. Il connaît déjà plusieurs joueurs des Citizens. Il répond à tous les critères. Il n'aura pas à s'adapter à un nouvel environnement ni à découvrir le championnat. Il s'intégrera donc très bien. Reste à recruter quelques joueurs, mais c'est là que ça coince : Liverpool, Arsenal, Man City, Man United et Chelsea sont tous dans la même course. Le marché n'offre pas tant de cibles que ça. Le vainqueur sera celui qui trouvera les bons profils et mettra le plus d'argent sur la table. »

Liverpool licencie Slot comme entraîneur

L'entraîneur de Liverpool FC, Arne Slot, a quitté le club avec effet immédiat, a annoncé l'équipe samedi.

Le Néerlandais, qui avait aidé Liverpool à remporter son 20e titre de champion l'an dernier, a vécu une deuxième saison difficile en Angleterre, son équipe bourrée de stars s'effondrant avant de parvenir à arracher la cinquième place.

De gros recrutements, dont un montant record pour l'attaquant suédois Alexander Isak, avaient fait de Liverpool le favori de nombreux observateurs pour conserver son titre. Mais une blessure d'Isak, une refonte plus large de l'effectif et une forte baisse de forme de l'attaquant vedette Mohamed Salah ont empêché l'équipe de vraiment trouver ses automatismes.

"Qu'il va de soi que cette décision a été difficile à prendre pour nous en tant que club", a déclaré la direction de Liverpool dans un communiqué commun annonçant le départ de Slot.

"La contribution d'Arne à Liverpool FC, durant le temps où il a été avec nous, a été importante, significative et – ce qui compte plus que tout pour les supporters comme pour nous – couronnée de succès", poursuit le texte.

Mais les propriétaires expliquent être "arrivés à la conclusion qu'un changement est nécessaire pour que le club continue d'aller de l'avant".



Slot avait pris les rênes de l'équipe première de Liverpool avant la saison 2024, en remplaçant le très populaire Jürgen Klopp.

Salah, troisième meilleur buteur de l'histoire du club, a entretenu cette année des relations houleuses avec Slot et avait, plus tôt dans le mois, critiqué le style du Néerlandais, estimant que Liverpool devait redevenir une "équipe offensive heavy metal que les adversaires craignent".

L'Égyptien quittera lui aussi le club cet été, au terme de neuf années riches en trophées.

Chelsea demande 120 million d'euros pour Enzo Fernandez

Chelsea serait prêt à vendre son milieu de terrain Enzo Fernández au Real Madrid pour un montant de 120 millions de livres sterling, selon plusieurs sources. L'international argentin, qui semblait faire ses adieux aux supporters de Chelsea après leur défaite du dernier jour contre Sunderland, serait à la recherche d'un nouveau défi après que le club n'ait pas réussi à se qualifier pour les compétitions européennes.

TalkSPORT rapporte que Fernández est déçu du manque de football européen et souhaite un nouveau challenge. Bien que Manchester City était auparavant intéressé, son attention s'est portée sur Elliot Anderson de Nottingham Forest, laissant le Real Madrid comme destination la plus probable. L'agent de Fernández, Javier Pastore, a déjà pris contact avec le club espagnol, et le joueur serait réceptif à un transfert au Santiago Bernabéu.

Chelsea est désireux de résoudre rapidement l'avenir de Fernández afin d'éviter de perturber les premières étapes du mandat du nouveau manager, Xabi Alonso. Le club accepterait, selon les informations, toute offre correspondant à son évaluation de 120 millions de livres sterling. Fernández a publiquement exprimé son admiration

pour le Real Madrid plus tôt dans l'année, suggérant une volonté de rejoindre les géants espagnols.

Fernández a rejoint Chelsea en janvier 2023 en provenance de Benfica pour un montant de 106,8 millions de livres sterling, devenant à l'époque le joueur le plus cher du club. Il s'est rapidement imposé comme un joueur clé au milieu de terrain, faisant preuve de sa qualité de passe et de son travail défensif. La saison dernière a été sans doute la plus marquante depuis son arrivée à Londres, malgré les difficultés générales de l'équipe. Un transfert au Real Madrid lui permettrait de retrouver un club qui se bat constamment au plus haut niveau du football européen et pourrait lui offrir une plateforme pour améliorer davantage sa réputation. Si le transfert se concrétise, il représenterait à la fois un record de vente pour Chelsea et un investissement important pour le Real Madrid à un poste clé.

Cette vente pourrait permettre à Alonso de remodeler le milieu de terrain de Chelsea à son goût et de fournir des fonds pour de nouveaux recrutements lors du mercato estival.

Nuit de violence et de pillage à Paris après la victoire du PSG

Un mort, 780 interpellations dont 277 à Paris 57 policiers blessés dans des affrontements

Si la victoire du PSG en finale de la Ligue des Champions le samedi 30 mai a été suivie de nombreux rassemblements festifs qui se sont déroulés sans heurts, plusieurs débordements ont aussi eu lieu sur tout le territoire, a déclaré Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur, ce dimanche 31 mai. "La situation a été globalement sous contrôle", a estimé le ministre, avant de dresser un bilan de la nuit, auquel s'ajoutent les informations du parquet de Paris.

• Un mort dans un accident de moto de cross

Le parquet de Paris a rapporté la mort d'un homme né en 2002, aux alentours d'une heure du matin, après avoir heurté avec sa moto de cross des blocs de béton installés sur une bretelle de sortie du périphérique parisien, au niveau de la porte Maillot (16e).

Ces blocs, d'environ un mètre de hauteur et signalisés, avaient été installés par les services de la mairie de Paris pour fermer l'accès au périphérique.

• 219 blessés, dont huit graves, chez les participants, 57 côté forces de l'ordre

Au total, 219 participants aux festivités ont été blessés, "dont huit graves", a déclaré le ministre de l'Intérieur. Le parquet de Paris déclare notamment qu'un jeune homme de 17 ans a été grièvement blessé par arme blanche. Il a notamment été touché par des coups de couteau au visage portés par quatre individus, qui ont pris la fuite. Son pronostic vital est engagé.

Laurent Nuñez a aussi déclaré que "57

fonctionnaires de police et de gendarmerie ont été blessés" pendant la nuit, sans qu'"aucun ne le soit grièvement "au sens médical", même si certaines blessures sont "impressionnantes". Il a également signalé un usage "accru des tirs de mortiers" contre les forces de l'ordre, qui ont été pris à partie par certains individus.

• 780 interpellations et 457 gardes à vue, plus que l'année dernière

Les forces de l'ordre ont interpellé 780 personnes sur l'ensemble du territoire, dont 480 sur le périmètre de la préfecture de police de Paris, a rapporté le ministre, qui précise que ces arrestations ont donné lieu à 457 gardes à vue. À Paris, 277 personnes ont été placées en garde à vue, parmi lesquelles 195 majeurs et 82 mineurs, selon le parquet de Paris.

Cela représente une hausse par rapport à l'année dernière, après la première victoire du PSG en Ligue des Champions, qui avait donné lieu à 592 interpellations, dont 491 à Paris. Il s'agit donc d'une hausse de 32%.

• A Paris, le périphérique envahi, une terrasse emboutie, un policier percuté...

Les forces de l'ordre ont compté cinq tentatives d'envahissement du périphérique parisien à quatre endroits différents, qui ont systématiquement été empêchées, a déclaré le ministre.

Un peu avant minuit, sur le secteur du boulevard Magenta, une voiture a embouti une terrasse, faisant deux blessés - une personne en urgence absolue et une en urgence relative. Le conducteur de la voiture a perdu le contrôle de son véhicule,



rapporte Laurent Nuñez, qui précise que les passagers avaient auparavant lancé des tirs de mortier sur les forces de l'ordre.

Une source policière rapporte en outre à BFMTV qu'un policier de la BAC (brigade anticriminalité) de nuit a été renversé par une voiture aux alentours d'une heure du matin, sur l'avenue de la Grande armée. Le véhicule a pris la fuite, précise cette source.

• Plusieurs villes concernées par des pillages et des dégradations

Laurent Nuñez a déclaré que des "vols et des pillages de commerces" ont été con-

statés dans "une quinzaine de villes" - "à chaque fois, il s'agit d'un ou deux commerces par commune", précise-t-il. "Les forces de l'ordre sont systématiquement intervenues" et les vols donneront lieu à un "travail judiciaire".

Au total, des débordements et des violences ont été constatés dans "71 communes", a ajouté le ministre.

À Pau et à Orléans, des dégradations de bâtiments publics ont été constatés, signale le ministre, précisant que ces rapports restent à être "consolidés". À Pau, il s'agit d'une médiathèque.

